



ARRÊTÉ N° URB_2026_002
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de PEYPIN

Le Maire de la Commune de PEYPIN

VU la déclaration préalable présentée le 17/10/2025 par SCI L'INTRIGUE, représenté par Monsieur GASQUET Thomas,

VU l'objet de la déclaration :

- pour la création d'un nouveau portail et la modification de clôture,
- sur un terrain situé ZI de Valdonne à PEYPIN (13124),
- pour une surface de plancher créée de 0 m²,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan de Prévention des Risques retrait-gonflement des argiles approuvé le 27/02/2017,

VU le Plan de Prévention des Risques minier (lignite)/carrières souterraines (pierre à ciment) approuvé le 15/04/2022,

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé par délibération du CM (...) le 29 juin 2023, dont la modification n°1 a été approuvée le 15 décembre 2025,

VU la situation du terrain en zone UEa1,

VU les pièces complémentaires déposées le 17/11/2025,

VU l'avis Information avec recommandations de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône en date du 28/10/2025 ;

VU l'avis Défavorable de la Direction des Services Techniques en date du 27/10/2025,

VU l'avis Défavorable de la Direction Voirie Bassin Est en date du 04/11/2025,

VU l'avis Favorable avec prescriptions de la Direction des Services Techniques en date du 26/11/2025,

VU l'avis Information avec recommandations de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône en date du 19/12/2025 ;

Vu la consultation de la Direction Voirie Bassin Est en date du 20/11/2025, dont l'avis est réputé tacitement Favorable depuis le 21/12/2025 ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions énoncées par les différents services seront strictement respectées, à savoir :

- **Direction des Services Techniques** : L'avis favorable n'emporte pas la création d'un accès supplémentaire définitif, mais d'une autorisation de création d'un accès précaire et révoquant à tout moment par l'autorité gestionnaire de la voie.
- **Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine** : Afin de limiter l'impact paysager du projet au site, la haie végétale sera impérativement conservée. Un grillage souple ou une grille métallique barreaudée seraient de nature à s'intégrer plus harmonieusement qu'un grillage rigide d'aspect inadapté.

PEYPIN, le 7 janvier 2026

Frédéric GIBELOT,
Maire de PEYPIN,



NOTA BENE : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette décision est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Ce recours gracieux n'est pas suspensif du délai de deux mois pour un recours contentieux.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.